

et pour la première fois, ont dépassé les cinq milliards de dollars. Elles dépassaient de 600 millions de dollars les ventes de l'an dernier. Nos exportations vers les États-Unis, en décembre, ont augmenté de près de 19 p. 100 sur celles du mois de décembre précédent.

M. l'Orateur: A l'ordre. Il me semble que nous assistons à un échange de données statistiques entre l'honorable député de Northumberland et le ministre. Je ne crois pas que ce soit la sorte de question et de réponse qu'on puisse permettre en ce moment.

[Plus tard]

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, puis-je poser à l'honorable ministre du Commerce une question supplémentaire à celle que lui a posée l'honorable député de Northumberland?

Je voudrais demander à l'honorable ministre si l'augmentation du commerce qu'il a mentionnée tout à l'heure, entre le Canada et les États-Unis, a trait à la dévaluation du dollar canadien que le gouvernement conservateur avait décrétée les années précédentes?

[Traduction]

M. l'Orateur: La parole est au député de Northumberland.

M. Valade: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. La question du député est irrégulière.

M. Valade: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur, pour vous signaler que vous avez permis au ministre de répondre à une question du député de Northumberland et que la mienne s'y rattache.

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai permis au député de poser sa question et, en toute déférence, je la juge irrégulière. A mon avis, la première question posée par le député de Northumberland (M. Hees) n'était pas tout à fait admissible à certains égards, et la réponse du ministre dépassait les cadres du genre de réponses qu'on doit fournir aux questions posées en ce moment.

LA NAVIGATION

LE SAINT-LAURENT—CONFÉRENCE RELATIVE À LA SÉCURITÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): En l'absence du ministre des Transports, j'adresserai normalement cette question à son secrétaire parlementaire, mais l'intervention de ce député dans la période des questions l'autre jour a rendu évident qu'il n'en sait pas plus

[L'hon. M. Winters.]

que nous et ainsi j'aimerais poser ma question au ministre d'État, le député de Saint-Laurent-Saint-Georges, et lui demander si on a reçu aujourd'hui un télégramme des représentants de l'Institut des officiers de la marine canadienne et du Syndicat international des gens de mer demandant expressément un entretien avec le ministre des Transports au sujet de la sécurité sur le Saint-Laurent. Si oui, quelle réponse a-t-on donnée, si on en a donné une, et quelle suite donnera-t-on à cette demande?

L'hon. John N. Turner (ministre d'État): Le député voudra bien me permettre de lui signaler que le télégramme a été envoyé par le Syndicat international des gens de mer seulement et non par la *Dominion Marine Association*. En réponse à ce télégramme, j'ai déclaré que les fonctionnaires du ministère et moi-même nous réunirions à Montréal la semaine prochaine, le 16 mars, avec toutes les parties intéressées, y compris les syndicats et l'industrie des transports maritimes, pour entreprendre une série de réunions sur la sécurité maritime dans les Grands lacs et le Saint-Laurent.

L'hon. M. Churchill: S'agirait-il de conférences ou de réunions?

L'hon. M. Turner: De réunions entre techniciens et fonctionnaires des parties intéressées.

M. Howard: On me permettra de signaler que je n'ai pas dit que le télégramme venait aussi de la *Dominion Marine Association*, mais plutôt de la *Canadian Marine Officers Institute* et du Syndicat international des gens de mer. Le ministre pourrait-il nous dire s'il sera le seul ministre présent à cette réunion ou si le ministre des Transports y assistera également?

L'hon. M. Turner: Je serais le seul ministre à cette réunion, mais le ministre des Transports sera, bien entendu, parfaitement tenu au courant.

LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

LES AUTOMOBILES—NORMES OBLIGATOIRES DE SÉCURITÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): La semaine dernière, monsieur l'Orateur, le premier ministre a déclaré que le gouvernement pourrait bientôt répondre à ma question concernant l'imposition de normes officielles obligatoires de dispositifs de sécurité pour les véhicules canadiens, à moins que l'industrie ne prenne elle-même cette décision. J'aimerais savoir si le ministre de l'Industrie peut maintenant répondre à cette question et met-